

• (1630)

Pourquoi le Canada? Comme l'a dit le nouveau gouverneur général ce matin dans son allocution, un discours à mon avis très éloquent et l'un des rares à nous rapprocher et à faire ressortir nos similitudes au lieu d'insister sur nos différences, le Canada est l'un des rares pays qui ait réussi à constituer une véritable mosaïque historique dans un contexte pacifique.

Il ne faut pas sous-estimer cette réputation. Personne, ici à la Chambre, ne doit sous-estimer notre réputation, car elle est mondialement reconnue. Nous n'en sommes peut-être pas conscients, mais les gens du monde entier considèrent le Canada comme un exemple de pays qui a réussi à intégrer des gens de diverses couches de la société, couleurs et religions et de différents groupes ethniques dans une mosaïque pacifique et relativement harmonieuse.

Nous pouvons et nous devons prendre l'initiative d'agir comme intermédiaire honnête pour rassembler les ONG, les universitaires, les politiques, les Nations Unies et les institutions financières internationales afin d'établir une série de mesures reproductibles que nous, la communauté internationale, pourrions mettre en vigueur, lorsque des conflits seront sur le point d'éclater. C'est essentiel pour la sécurité internationale à l'avenir et, je le répète, c'est tout à fait rentable.

Enfin, je vais me concentrer sur des problèmes précis que j'ai vécus récemment et qui, comme j'ai pu le constater, ont conduit à d'énormes tragédies. La première réside dans le trafic des armes légères. Les gens pensent peut-être que ce n'est pas un problème grave, mais j'ai été récemment dans un pays du tiers monde et l'effet déstabilisateur de ces armes est vraiment terrible. Je me suis rendu dans des régions où on pouvait acheter un fusil AK-47 pour à peine 20 \$. Dans ces régions où les ressources sont épuisées, où la population augmente et où les armes légères prolifèrent, la situation est explosive et très instable.

Nous devons faire office de chef de file mondial et parvenir à un consensus international sur la façon de restreindre de façon draconienne la production, la vente et la distribution des armes légères. Le Canada devrait donner l'exemple en interdisant deux choses: tout d'abord, les mines et, ensuite, tous les dispositifs antipersonnels. Ces armes n'ont absolument pas leur place dans une guerre. Elles servent simplement à déstabiliser une population civile et à tuer des civils. J'ai pu le constater de mes propres yeux.

Malheureusement, lorsqu'une guerre est terminée, ce qui se passe, c'est que les pays touchés sont incapables de s'en remettre pendant des décennies à cause de la prolifération des trois choses dont j'ai parlé précédemment. Il en coûte à la communauté internationale des milliards de dollars. C'est l'un de ces cas où nous pouvons payer maintenant ou plus tard. Je prétends qu'il est nettement préférable d'agir rapidement que d'attendre trop longtemps.

Ce sont là certaines des propositions dont le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international tiendra compte, je l'espère, dans ses futures entreprises. Je sais que le ministè-

### *Initiatives ministérielles*

re pourra compter sur des députés de ce côté-ci de la Chambre qui seront prêts à collaborer à la réussite de ces projets.

**M. Ken Epp (Elk Island, Réf.):** Monsieur le Président, j'aimerais, à mon tour, interroger le député qui vient de parler. Étant donné qu'il a vécu à l'étranger et qu'il a vu de ses propres yeux ce que notre argent accomplit dans le monde, je me demande s'il ne voudrait pas nous expliquer comment nous pourrions obtenir des résultats à long terme dans certains pays où nous envoyons de l'argent.

Que pourrions-nous faire pour que ces gens deviennent enfin autonomes et se mettent à contribuer à la société mondiale, au lieu d'en profiter?

**M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca):** Monsieur le Président, je remercie le député et collègue de sa question. Si j'avais la réponse, ce serait formidable.

Il y a des choses que, à mon humble avis, nous pourrions faire et l'une d'entre elles serait naturellement de régler les aspects de la sécurité internationale parce que c'est primordial pour le rétablissement d'un pays. Pour cela, il faut d'abord, comme je l'ai déjà mentionné, débarrasser le pays des mines qui le recouvrent, puis mettre en place un système judiciaire solide et établir les fondements de la démocratie afin que la population ait confiance dans le gouvernement en place. Le fait que nous soyons un pays démocratique réputé pour ses institutions démocratiques peut toujours être très utile, précisément grâce à ces mêmes institutions démocratiques.

• (1635)

Un autre aspect fondamental réside dans la façon dont nous canalisons notre aide. Je pense que les députés auraient tôt fait de constater un large consensus au sein de la communauté internationale, à savoir que l'aide internationale devrait être acheminée par les ONG et non par le gouvernement. Trop d'argent dans le passé est allé directement dans les poches de gouvernements étrangers avant de grossir des comptes personnels en Suisse et ailleurs ou de permettre à certains de se bâtir des empires sur la vente d'armes et la corruption. C'est manifestement une erreur monumentale et ce n'est pas à cela que devait servir l'aide internationale.

Comme je le disais plus tôt, nous devrions passer les ONG en revue afin de voir quelles sont celles qui font du bon travail et celles qui se tirent mal d'affaire. Nous devons établir des critères, fixer une limite et définir, par le truchement des rapports de comité, une ligne de conduite que le gouvernement approuvera. Nous voulons aider les plus pauvres parmi les pauvres. Nous pouvons y arriver, mais nous devons d'abord voir quelles sont les ONG qui font ce travail. Lorsque nous l'aurons fait, nous pourrions décider de la manière de distribuer l'aide financière.

Il s'agit là d'un projet intéressant et excitant, et j'espère que le gouvernement le prendra en main, par l'intermédiaire du ministère de Affaires étrangères et du Commerce international. Si nous arrivons à le faire, nous pourrions canaliser l'aide financière que les Canadiens accordent aux autres pays.